



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ils-y-viennent,1929>

Ils y viennent !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 779 - juin 1980 -

Date de mise en ligne : lundi 6 octobre 2008

Date de parution : juin 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Voici des extraits de réflexions publiées par la Société

Mutualiste des Municipaux d'Aix-en-Provence :

- La Vie Mutualiste (avril 1979)

« Face aux licenciements, quelle pourrait être l'analyse de la Mutualité, en ayant toujours à l'esprit que le but recherché est la santé des travailleurs ? Faut-il, comme le préconisent toutes les organisations politiques ou syndicales « défendre l'emploi », « demander le plein emploi de tous » ? Devons-nous dire non aux licenciements lorsque la production engendrée par les travailleurs est inutile, nuisible, polluante, mortelle pour certains travailleurs qui y participent ? Faut-il continuer à vouloir que certains travailleurs aillent « se tuer à petit feu au travail » ? Malheureusement dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons, il faut un emploi pour avoir un salaire (sauf pour certains qui gagnent beaucoup plus à ne rien faire qu'à travailler).

L'Etat subventionne bien à fond perdu de nombreuses sociétés, ne pourrait-il pas le faire pour les travailleurs à l'égard de leur « boulot » ?

... La Mutualité comprend 22 millions de personnes, c'est-à-dire que c'est le mouvement le plus important de France et pourtant le gouvernement n'hésite pas à imposer des mesures qui vont à l'encontre de la santé des travailleurs (tiers payant, assurances privées, « médecins flics » réduction du nombre des médecins. etc.).

Que faire pour s'opposer efficacement à ces mesures ? Pourquoi pas dans ce domaine innover aussi ? Le système dans lequel nous vivons est tant basé sur le profit, ne faudrait-il pas se battre pour annuler ce profit ? Ne faudrait-il pas dans ces conditions s'attaquer aux « caisses » de nos adversaires ? Lorsque l'adversité est l'Etat, ne devrions-nous pas refuser de payer nos impôts ? Ne pensez-vous pas que si 22 millions de Français ne paient pas leurs impôts, nos revendications auraient une plus grande chance d'aboutir ? De même que si, lorsque les cheminots sont mécontents ils faisaient rouler les trains sans faire payer les voyageurs, et si les postiers distribuaient les lettres qui ne sont pas timbrées ? »

(Transmis par ANTHOMAS)